

# Réponse à la Consultation Publique du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

DCR / TER / RTS

**DESTINATAIRE :** Commission de régulation de l'énergie

**EXPÉDITEUR :** Teréga - Direction Commerce et Régulation

**DATE :** 30 AVRIL 2019

**OBJET :** Réponse à la Consultation Publique du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

**Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissements?**

Tout d'abord Teréga s'étonne de la présence d'une question sur les investissements dans une consultation publique sur la structure tarifaire. Teréga considère que le processus d'approbation des investissements permet de garantir l'équilibre entre les coûts et les bénéfices des projets supportés par les tarifs.

Teréga partage le constat que le réseau est développé. En revanche, il paraît illusoire de considérer qu'il ne nécessitera plus d'investissements :

- le vieillissement du réseau rendra nécessaires des investissements de sécurité maintien,
- la transition énergétique conduira à des adaptations du réseau pour accompagner l'essor des gaz verts,
- la fluidité du marché nécessitera possiblement d'investir pour réduire des situations de congestions résiduelles au sein de la TRF.

**Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?**

Teréga reconnaît que la conformité au code de réseau CAM soulève la question d'une évolution des principes de définition des tarifs aux PIR.

Teréga reste favorable à l'entrée en vigueur des tarifs au 1<sup>er</sup> avril de chaque année.

Teréga n'est pas défavorable à la proposition de faire évoluer les tarifs aux PIR au 1<sup>er</sup> octobre, mais insiste sur le fait que toute évolution sur les modalités d'application des évolutions tarifaires ne doit pas remettre en cause le principe du recouvrement du revenu autorisé des opérateurs de réseaux en année pleine (ré)introduit lors de l'ATRT6.

Teréga considère également qu'un risque existe que cette mesure entraîne une volatilité accrue des termes tarifaires hors PIR. En effet, si la mise à jour tarifaire ne s'applique aux PIR qu'à partir d'octobre, cela pourra limiter la part des évolutions du RA (qu'elles soient liées à l'inflation ou à l'apurement du CRCP) qui pourra être recouvrée aux PIR. Les autres points devront donc supporter la majorité de ces écarts. Ce risque semble exacerbé par les évolutions envisagées de l'apurement du CRCP (sur un an et non plus sur quatre). Cette mécanique est de nature à compromettre la stabilité de la répartition des revenus entre entrée et sortie du réseau principal, et entre réseau principal et réseau régional, dans des proportions qui ne reflèteraient pas les coûts.

**Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?**

Teréga est favorable au maintien de la classification des réseaux principal et régional dans la mesure où elle permet d'envisager une évolution dans la continuité des tarifs ATRT.

**Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?**

Teréga est favorable à la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE.

Teréga souhaite préciser que la définition du terme tarifaire stockage comme un service annexe s'entend au sens de la définition du Règlement UE 2017/460 et non comme une prestation annexe au sens de l'article 452-2 du Code de l'Énergie.

**Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?**

Teréga est favorable à l'utilisation d'une tarification à la capacité selon un modèle entrée-sortie, en cohérence avec les principes du Règlement UE 2017/460 et dans la continuité de l'ATRT6.

En revanche Teréga ne partage pas l'appréciation de la CRE selon laquelle le tarif ATRT serait péréqué, et considère qu'il serait nécessaire d'aller plus loin pour garantir une unité de traitement de l'ensemble des clients gaz en France.

En effet, Teréga a toujours plaidé la mise en place d'une péréquation totale du tarif ATRT à l'entrée en vigueur de la TRF au 1er novembre 2018.

Celle-ci impliquerait un alignement de l'ensemble des termes tarifaires et, par conséquent, une dé-corrélation entre les revenus perçus et les revenus autorisés des opérateurs. L'équilibre entre revenus perçus et revenus autorisés serait assuré par la mise en place de reversements inter-opérateurs, tel que celui introduit par la CRE pour que Teréga reverse à GRTgaz une partie des revenus perçus au VIP Pirineos.

Teréga considère que la mise en place d'une péréquation totale garantirait une évolution égalitaire des conditions tarifaires d'accès aux réseaux, dans le contexte de changements importants à venir tels que la fin annoncée des contrats long terme.

**Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?**

Teréga est attaché au principe d'évolution dans la continuité du modèle tarifaire.

**Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?**

A titre liminaire, Teréga regrette l'impossibilité de porter un regard éclairé sur les conclusions avancées par la CRE, du fait de l'information limitée mise à disposition dans la consultation publique.

Néanmoins, parmi les éléments mentionnés :

- Application de la méthode CWD : Teréga s'étonne du fait que le modèle ne prenne en compte que le point d'entrée de Dunkerque pour modéliser les routes de transit, occultant toutes les autres entrées et notamment celles du sud de la France, Fos en l'occurrence.
- Concernant la tarification des PITM, Teréga n'est pas favorable à l'application d'un tarif inférieur à celui des PIR car, d'une part, ces derniers ne sont d'ores et déjà pas élevés au regard de ceux appliqués aux autres pays européens et, d'autre part, cela conduirait à reporter la perte de revenus collectés correspondants sur les autres points.
- Concernant **le terme stockage**, Teréga est favorable au maintien d'un rabais de l'ordre de 80% actuel, au titre du maintien de la continuité avec le tarif ATRT6 et parce que ce dernier se situe dans les standards européens.

**Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?**

Teréga ne se prononce pas.

**Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?**

Teréga est favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles.

**Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?**

Teréga est favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires.

Teréga considère qu'il faudrait que ce relâchement de la contrainte actuelle sur l'évolution des termes du réseau principal assure une plus grande souplesse pour répartir équitablement l'évolution des charges sur les différents points du réseau.

**Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?**

Teréga est favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont .

En revanche, Teréga considère qu'il faut veiller à ce que la méthode mise en oeuvre ne dégrade pas le ratio des recettes perçues en entrée/sortie.

**Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?**

Teréga ne se prononce pas.

**Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?**

Teréga est globalement favorable aux mesures pouvant conduire à rendre la place de marché française plus dynamique.

**Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?**

Teréga est globalement favorable aux mesures pouvant conduire à rendre la place de marché française plus dynamique.

**Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITM proposée par GRTgaz ?**

Teréga est globalement favorable aux mesures pouvant conduire à rendre la place de marché française plus dynamique.

**Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATR7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATR6 ?**

Teréga est favorable au maintien des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATR6, afin d'assurer une continuité dans le modèle tarifaire.

**Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?**

Teréga est marginalement impacté par cette mesure et n'y oppose pas d'objection.

**Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?**

Teréga est favorable à la suppression du 2<sup>ème</sup> seuil des pénalités pour dépassement de capacité. Teréga souhaite préciser que cette proposition avait été portée communément par Teréga et GRTgaz en Concertation Gaz dans le cadre de travaux sur la simplification et la modernisation de l'offre aval des GRT.

Le passage à des pénalités linéaires de dépassement, telles qu'évoquées par la CRE, constituerait une piste d'évolution à plus long terme qui pourra être discutée en Concertation Gaz.

**Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?**

Teréga est favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités.

Teréga considère que cette mesure améliorera la transparence et la simplification du processus, et contribuera à une répartition plus équitable des charges entre les utilisateurs de l'infrastructure.

**Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en oeuvre de l'interruptibilité ?**

Teréga ne se prononce pas.

**Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?**

Teréga ne se prononce pas.

**Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?**

Teréga est favorable au maintien de la remise raccordement introduite à l'ATR6.

Les modalités en vigueur permettent de favoriser le développement de l'usage gaz tout en veillant à la rentabilité des projets de raccordement pour la collectivité.

**Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?**

Teréga n'est pas défavorable au principe d'extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport.

En revanche, Teréga alerte sur le fait que la discontinuité tarifaire qui accompagnerait la mise en oeuvre de cette mesure en une seule fois serait préjudiciable aux clients raccordés aux réseaux de transport.

Teréga préconise donc d'envisager une mise en oeuvre progressive de cette mesure et, effectivement, de l'accompagner d'une possibilité d'exonération totale pour les industriels raccordés au réseau de transport via le dispositif d'interruptibilité.

**Question 24 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?**

Teréga est favorable à l'étude d'un signal économique aux producteurs de biométhane, pour tenir compte d'une part des coûts générés et évités par les sites de biométhane sur le réseau, et d'autre part de leur contribution à la diversification de l'approvisionnement en gaz.

Teréga est en attente de la consultation publique spécifique au biométhane afin de se prononcer sur les modalités exactes d'envoi de ces signaux.

**Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATR7 ?**

Pas de remarque additionnelle.